

d'autres pièces électroniques destinées à l'industrie informatique canadienne. La reprise économique est bien amorcée en Malaisie, et le PIB devrait croître de 7 p. 100 en 2001. Cette croissance a été en grande partie stimulée par les exportations et les dépenses publiques. Cependant, la stagnation de l'IED dans le secteur de la fabrication risque de ralentir la croissance dès la fin de 2001, tout comme l'inflation grandissante.

### Résultats obtenus en 2000

- La Malaisie est dotée d'une économie de marché relativement ouverte et les exportateurs canadiens n'ont pas eu à surmonter d'obstacle majeur pour accéder à ses marchés. Le gouvernement malaisien a continué à libéraliser les prescriptions en matière d'investissement étranger dans le pays, et les projets d'investissement peuvent d'ores et déjà être entièrement composés de capitaux étrangers.
- De même, la Malaisie a progressivement levé les contrôles des changes qu'elle avait imposés en 1998 et qui avaient suscité de grandes inquiétudes au sein de la communauté financière internationale. À l'heure actuelle, les seules restrictions qui demeurent se résument à l'ancrage du ringgit au dollar américain, à la non-convertibilité du ringgit hors de la Malaisie et à l'imposition d'une taxe de 10 p. 100 sur les bénéficiaires des investissements étrangers rapatriés depuis moins d'un an.
- Pour encourager la consolidation du secteur bancaire, le gouvernement malaisien a voulu réduire de 52 à 10 le nombre des institutions financières du pays, ce qui a été fait en grande partie. Son objectif consiste à rationaliser le secteur davantage et à le rendre plus concurrentiel à l'échelle internationale. Le processus semble maintenant bien engagé, malgré l'irritation initiale qu'ont suscitée les fusions forcées dans le secteur financier.
- La détermination dont a fait preuve le gouvernement malaisien pour étendre la protection tarifaire à son industrie automobile jusqu'en 2005 a soulevé certains doutes quant à son engagement de mettre en oeuvre l'Accord de libre-échange asiatique, lequel prescrit l'abaissement des droits avant 2002.

### Accès au marché — priorités du Canada pour 2001

- suivre l'évolution de la nouvelle législation sur la propriété intellectuelle dont l'objet consiste à soutenir le développement du super-corridor multimédia (il subsiste des problèmes sur le plan de l'exécution des lois sur le droit d'auteur et la propriété intellectuelle) ainsi que des mesures de contrôle des changes mises en place en septembre 1998, afin d'en évaluer l'incidence sur les sociétés canadiennes;
- veiller à ce que la Malaisie respecte son engagement à l'égard de la libéralisation du commerce et en évaluer les effets sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange asiatique;
- continuer à exercer des pressions sur la Malaisie pour que son mode de gouvernement d'entreprise et son régime judiciaire n'agissent plus comme des obstacles non tarifaires au commerce et à l'investissement canadiens.

### PHILIPPINES

#### Aperçu

Récemment, d'importantes réformes financières ont été mises en oeuvre aux Philippines. Les exportations canadiennes à destination des Philippines se sont chiffrées à 387 millions de dollars en 2000, en hausse de plus de 30,7 p. 100 par rapport à 1999, tandis que les importations canadiennes en provenance des Philippines augmentaient aussi pour passer à 1,4 milliard de dollars. Les principales exportations canadiennes vers les Philippines comprennent le matériel de télécommunications, le blé, le minerai de cuivre et les produits agroalimentaires. Après avoir reculé en 1998, les exportations ont repris leur croissance, et les sociétés canadiennes ont plutôt bien réussi à exporter leurs services aux Philippines, notamment dans les secteurs du transport, de la technologie de l'information et de la communication, et des finances.

Le gouvernement de la présidente Gloria Arroyo-Macapagal a promis un budget équilibré pour 2004. La plupart des observateurs signalent que ce changement de gouvernement sera bénéfique pour les indicateurs économiques. Le renforcement du peso et l'amélioration du climat commercial, c'est-à-dire des taux d'intérêt